



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
CAHIER DES CHARGES

N° 2503A06AMI

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR
L'INSTALLATION, L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE DE
CUVES DE CARBURANTS AVIATION JET A1 ET AVGAS 100LL,
LA FOURNITURE DE CARBURANTS ET SERVICES ASSOCIÉS
POUR L'AÉRODROME DE MOULINS-MONTBEUGNY.**

CCI ALLIER
17 Cours Jean Jaurès
03 000 MOULINS
Tél : 04 70 35 40 00
<https://www.allier.cci.fr>

1. OBJET

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Allier souhaite mettre en place une convention d'autorisation d'occupation temporaire non constitutive de droits réels conformément à l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, ayant pour objet :

- L'occupation du domaine public avec redevance sur l'emprise foncière,
- L'installation, l'exploitation et la maintenance de cuves carburants AVGAS 100LL (cuve à remplacer) et JETA1 située sur le périmètre de l'aérodrome
- L'installation d'un système de paiement par carte bleue
- La fourniture de carburant aviation, avec commissionnement fixe et variable.

L'exploitant s'appuie sur les services de la CCI :

- Le dépotage (réception des camions de livraison)
- Les contrôles qualité

L'exploitation visée est matérialisée par la mise à disposition de la parcelle de l'aérodrome de Moulins-Montbeugny (voir en annexe), où sont situés les appareils de distribution déjà existants.

Le service de distribution de carburant est indispensable au développement et à l'attractivité de la plateforme aéroportuaire et répond aux besoins d'approvisionnement en carburants des usagers de l'aérodrome, basés ou non sur le site.

Les installations sont réservées à un usage exclusivement privatif : seuls les pilotes d'aéronefs, formés aux procédures d'avitaillement et avertis des risques et dangers, pourront s'y servir.

A noter que la **cuve de stockage de carburant aviation AVGAS 100LL** actuellement en place à l'aérodrome de Moulins-Montbeugny est **propriété de la CCI de l'Allier**. Elle a été déclarée **en mauvais état**.

Il est attendu que le futur exploitant **remplace la cuve existante** AVGAS 100LL et en conserve la propriété et la gestion réglementaire.

L'autre **cuve JET-A1** ainsi que le reste de l'installation sont **propriété de Total Energies Aviation**.

Actuellement, les prestations sont assurées par la société Total Énergies Aviation.

Le cas échéant, l'exploitant entrant devra mettre en place les moyens nécessaires afin d'assurer la continuité des activités en coordination avec l'exploitant sortant, sans interruption de service. Pour pouvoir exploiter les installations existantes et la cuve JET A1, **dans l'éventualité d'un changement de titulaire du marché**, le candidat devra :

- Soit prévoir l'acquisition de la cuve et installations, propriété de Total Energies Aviation, pour en assurer l'exploitation ;
- Soit envisager la location de cette cuve auprès de Total Energies Aviation.

Le candidat prendra à sa charge personnelle l'ensemble des échanges et de l'organisation nécessaires pour rendre cette opération possible.

À titre indicatif, la consommation moyenne annuelle de carburants est de :

- AVGAS : 70 000 L
- JET A1 : 150 000 L

L'autorisation portera sur l'occupation de la parcelle, la mise à disposition des installations existantes et le remplacement de la cuve AVGAS 100LL, l'installation d'une borne de paiement par carte bleue, l'organisation et l'exécution du plein de carburant, y compris son stockage, le contrôle de la qualité et de la quantité des livraisons.

L'activité de stockage et de distribution de carburant aux aéronefs doit répondre à 3 objectifs majeurs :

- Répondre aux besoins et attentes des usagers, basés ou non (entreprises, privés, SAMU, compagnies, armées, ...) ;
- Développer les volumes par la mise en place d'une politique tarifaire adaptée ;
- Développer un service de paiement, dont Carte Bancaire, en adéquation avec la politique de développement de la CCI de l'Allier

Le titulaire devra réaliser des installations bénéficiant d'une autorisation d'exploiter au sens du droit des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

2. RÉGIME DE FONCTIONNEMENT DE LA STATION-SERVICE - NOMENCLATURE ICPE

L'installation est soumise à déclaration en application des textes suivants :

- Du code de l'Environnement, titre 1^{er}, Livre V.
- De la loi n° 77-663 du 19/07/1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment des articles 2 et 7.1, et le décret n° 77-1133 du 21/09/1977 pris pour son application, et notamment ses articles 36 et 44.
- Du décret n° 94-484 du 09/06/ 1994, modifiant le précédent.
- Du décret du 20/05/1953 pris pour l'application de l'article 5 et la loi du 19/12/1917 relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
- Du décret n° 93-1412 du 29/12/1993 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Rubrique 1432 : Dépôt d'une capacité totale équivalente à celle d'un liquide inflammable de la première catégorie égale à 10 m³, mais inférieure ou égale à 100 m³ (*installation non classable*).
- Rubrique 1434 : Distribution d'un débit maximum équivalent à celle d'un liquide inflammable de la première catégorie supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h (*installation classée soumise à déclaration*).
- Arrêté du 15/04/10 : Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations

classées pour la protection de l'environnement « Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules ».

- Arrêté du 18/04/08 modifié par l'arrêté du 11 mai 2015 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

3. CALENDRIER PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE

Le calendrier prévisionnel souhaité par la CCI est le suivant :

- Date prévisionnelle de prise d'effet de la convention : **Décembre 2025**
- Exécution des travaux d'installation : **01 Mars 2026**

Le candidat précise dans sa proposition un calendrier de mise en œuvre.

En tout état de cause la date de mise en service ne pourra pas être postérieure au **01 juin 2026**.

4. DUREE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

La convention est consentie à compter de sa date de notification pour une durée de **10 ans** fermes.

5. CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITE ET D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AEROPORTUAIRE

- Régler les **redevances fixes et variables** convenues par la Convention d'AOT
- Reprise de l'activité de stockage et de distribution de carburants,
- **Remplacement de la cuve d'AVGAS 100LL**
- Mise en place des installations et moyens matériels nécessaires pour améliorer la qualité du service rendu.
- Mettre en place son propre système/logiciel de gestion, **moyen de paiement (dont Carte Bancaire)** et facturation des carburants ;

- Gérer l'activité de stockage et de distribution des carburants JET A1 et AVGAS 100LL : 24 heures /24h, 7 jours / 7 en libre-service (automate par carte bleue)
- Approvisionner les stockages en carburants JET A1 et AVGAS 100LL
- Opérer l'activité selon les règles et procédures en vigueur et notamment les règles et procédures de la profession et en particulier celles du Joint Inspection Group (JIG) ;
- Assurer le contrôle qualité produit aux différentes étapes (réception, stockage, chargement des camions avitailleurs, avitaillement) ;
- Assurer la gestion des stocks, de manière à assurer la sécurité d'approvisionnement en toutes circonstances ;
- Assurer l'entretien, la maintenance et le maintien en conformité avec la législation des installations pétrolières pendant toute la durée de la Convention d'AOT (contrôle métrologique, filtration, sécurité incendie, contrôle électrique, nettoyages cuves, gestion des déchets, ...) ;
- Assurer l'entretien courant et les réparations pour maintenir les lieux attribués en bon état d'entretien et d'usage ;
- Faire son affaire des déclarations douanières ;
- Mettre en place les moyens nécessaires (flotte de camions avitailleurs et autres matériels nécessaires) pour assurer l'ensemble des besoins en carburant des clients de la plateforme, en toutes circonstances et à toutes périodes de **l'année (y compris pendant période de remplacement de la cuve existante)**;
- Assurer la mise à bord des carburants ;
- Mise à disposition d'une plateforme de gestion avec un reporting mensuel des consommations, accès permanent pour vérification des stocks et des volumes délivrés.
- En cas de forte augmentation du trafic aérien, l'exploitant devra soumettre des propositions pour améliorer significativement le niveau de service (moyens humains, moyens matériels etc.) et mettre en place les solutions qu'il aura proposées ;
- Opérer en conformité avec la réglementation en vigueur relative à l'environnement et faire son affaire également de tous les dossiers en lien avec la réglementation de la profession ;
- Contracter (et fournir les attestations correspondantes) auprès d'organismes d'assurance notoirement solvables, toutes les assurances nécessaires à couvrir les responsabilités applicables aux titulaires d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public non constitutives de droits réels, et notamment :
 - RC Générale Exploitation assortie d'une limite de garantie suffisante au regard de l'activité ;

- RC Avitaillement assortie d'une limite de garantie suffisante au regard de l'activité ;
- Police risques environnement ;
- Police dommages aux équipements (pour les produits et pour les biens) ;
- Police construction et travaux.

6. PERSONNEL AVITAILLEUR

L'exploitant pourra,

- Continuer à s'appuyer sur les moyens humains de la CCI de l'Allier pour l'ensemble des opérations de réception des carburants et de vérification de qualité des carburants,

Et/ou

- Veiller à toujours utiliser du personnel qualifié et formé de manière continue, notamment JIG, et toute autre formation ou standard applicable au métier de la gestion de stockage et de distribution de carburants aviation sur les aéroports (Les candidats devront formaliser leur offre de formation)

Dans tous les cas, la fourniture des équipements et EPI nécessaires seront à la charge exclusive de l'exploitant.

7. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS

A la prise en charge des installations, l'exploitant entrant devra établir avec la CCI de l'Allier :

- Une étude de sécurité spécifique ;
- Un état des lieux contradictoire avec l'exploitant sortant ;
- Un programme d'entretien ;
- Un plan de prévention des risques.

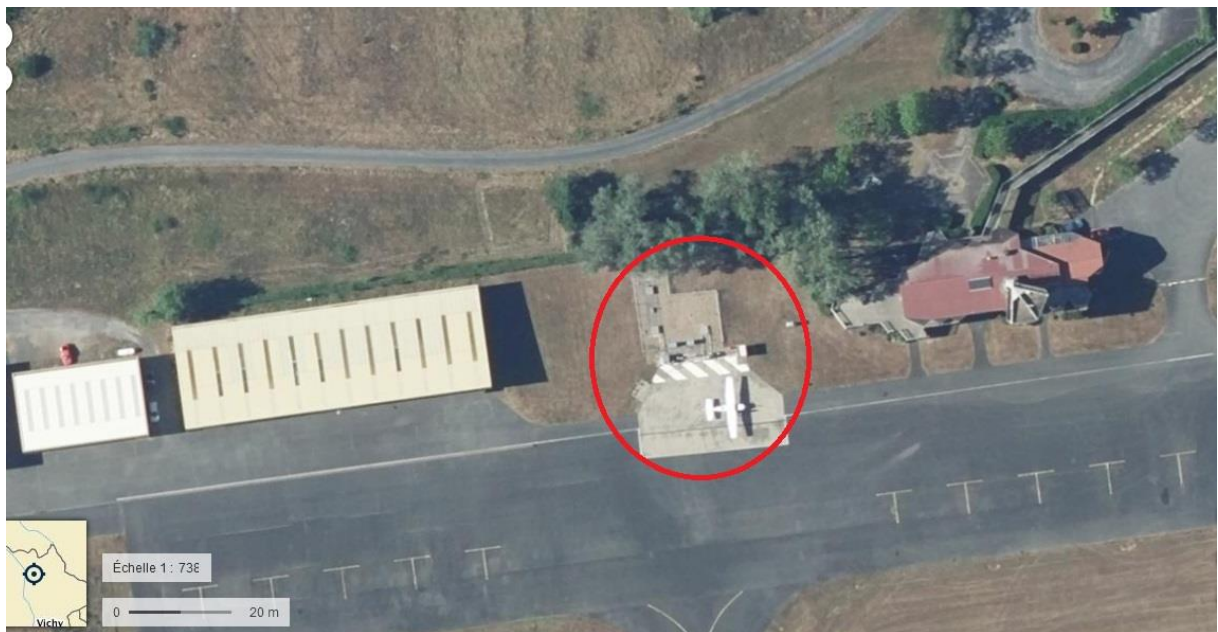
8. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES

8.1. Implantation des cuves existantes

VUE STATION CARBURANT 1



VUE STATION CARBURANT 2



8.2 Conditions d'accès au site

Les installations étant situées en zone aéronautique, une demande préalable au service d'aérodrome est nécessaire pour y accéder.

8.3 Bornage du site

Parcelle AK 84 (373 m²)

